

Women in Migration Network
ONLINE WEBINAR



Migration, déplacement et droits humains dans les régions d'Asie occidentale et d'Asie-Pacifique :

La crise climatique et son impact sur les moyens de subsistance des femmes

19 janvier 2023

Un Rapport Succinct



Migration, déplacement et droits humains dans les régions d'Asie occidentale et d'Asie-Pacifique :

La crise climatique et son impact sur les moyens de subsistance des femmes

Introduction et vue d'ensemble

Le 19 janvier 2023, Women in Migration Network (WIMN) a organisé, avec le support de Solidarity Center, l'événement virtuel *Migration, déplacement et droits humains dans les régions d'Asie occidentale et d'Asie-Pacifique : la crise climatique et son impact sur les moyens de subsistance des femmes*.

Ce webinaire est un complément de l'événement parallèle de WIMN « *Migration, déplacement et droits humains des femmes dans la crise climatique* », qui s'est tenu l'année dernière pendant la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW66). Celui-ci faisait partie d'une série d'entretiens de WIMN à l'échelle régionale et internationale, *Faire le lien entre migration et genre : Bâtir des mouvements plus puissants*, soutenue par la fondation Robert Bosch Stiftung, qui œuvre à la promotion des approches féministes intersectionnelles afin de réduire les inégalités. Ce webinaire s'est concentré sur les régions de l'Asie de l'Ouest et de l'Asie-Pacifique qui, en raison de problèmes de fuseaux horaires, n'ont pas pu participer pleinement à l'événement de 2022.

Les deux webinaires ont été organisés dans le cadre du travail du WIMN pour développer une analyse féministe de la migration et du changement climatique - en abordant les intersections, les questions structurelles et les impacts concrets ainsi que les différences dans les analyses et les politiques. Ce lien entre le genre, le climat et la migration est lui-même un élément important de l'effort du WIMN pour construire une politique de migration féministe collective et pilotée par la base.

L'événement du mois de janvier comptait des participants issus d'organisations internationales, régionales et locales, des donateurs à l'échelle mondiale et régionale, des médias régionaux, mais aussi des membres de gouvernements et de différentes universités. Une interprétation simultanée en arabe, bahasa et tagalog a été assurée pendant le webinaire - une tentative d'équilibrer les disparités de pouvoir qui existent également au niveau linguistique. L'[enregistrement vidéo](#) est disponible uniquement en anglais, en raison de contraintes techniques.

Faisant appel à ses membres, ses alliés et d'autres contacts, WIMN a réuni des intervenants de l'Asie occidentale et de l'Asie-Pacifique. Leur conversation a porté sur la manière dont le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes influent sur les moyens de subsistance des femmes et sur la manière dont ces effets peuvent entraîner des déplacements et/ou des migrations.

Aya Ibrahim, chercheuse à la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), a parlé de l'impact du changement climatique sur la région arabe, notamment à travers des exemples d'Asie occidentale. Elle s'est concentrée sur les moyens de subsistance (en relation avec les impacts tels que l'augmentation de la température, les pénuries d'eau, la productivité agricole) et a expliqué comment les événements météorologiques extrêmes et les changements climatiques sont liés aux migrations et aux déplacements.

Un panel de femmes dirigeantes ont ensuite parlé des principaux défis générés par la crise climatique auxquels sont confrontées les femmes, et de leur expérience en matière d'organisation et de réponse à ces défis. Parmi les panélistes figuraient Aydah Akao, coordinateur du réseau des peuples autochtones des îles Salomon (NIPS), Editha Barrientos, représentante de Sandigan Bahreïn, et Triana K. Wardani, secrétaire général de SERUNI - Serikat Perempuan Indonesia.

Les panélistes ont conclu en partageant des demandes politiques clés qui serviront d'apports initiaux à une plateforme de plaidoyer collectif.

Faits saillants du webinaire

- **Le changement climatique affecte les ressources de base de tout pays, en particulier la nourriture et l'eau douce, et provoque des déplacements de population.**

Les tempêtes dévastatrices, les inondations, les feux de forêt et les sécheresses ont un impact considérable sur la production agricole et la pêche, qui sont les principales sources de revenus et de subsistance des femmes dans de nombreuses régions.

Les panélistes ont souligné comment les conséquences spécifiques du réchauffement climatique (températures plus chaudes, tempêtes et sécheresses plus violentes, montée des océans et autres) affectent la vie des gens. Par exemple, la montée du niveau de la mer oblige des personnes à déménager car ils perdent leur logement et les terres qu'ils cultivent, ce qui affecte la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Ces situations, ainsi que l'absence de services permettant d'atténuer ces effets, entraînent des déplacements de population et non seulement la perte de maisons, mais aussi de patrimoine et de traditions.

- **Les femmes prennent l'initiative de mettre en œuvre des activités visant à protéger l'environnement et, partant, leur vie.**

Les panélistes ont partagé des exemples de stratégies menées par des femmes organisées pour remédier aux effets dévastateurs du changement climatique :

- préservation et restauration de la forêt
- documentation des défis et réflexion collective sur l'avenir
- intensification de la sensibilisation

- développement de nouvelles méthodes de conservation des aliments et de collecte de l'eau, entre autres

Le travail avec les communautés est très axé sur l'atténuation et l'adaptation et sur le développement de la résilience, le renforcement des communautés et le fait d'être à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique.

Si nous sommes capables de nous adapter, les schémas de migration peuvent diminuer, a commenté Triana K. Wardani. L'agriculture biologique collective, qui s'inscrit dans un mouvement agro-écologique plus large, est une stratégie de résilience communautaire qui contribue également à atténuer les causes du changement climatique et à s'adapter à ses conséquences.

Aya Ibrahim a mentionné que le gouvernement libanais prenait en considération le rôle des femmes dans le traitement du changement climatique. Une récente communication nationale sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris a souligné l'importance du rôle des femmes et a inclus une analyse de genre évaluant le rôle des femmes dans divers aspects de la gouvernance, de la politique et des processus de planification liés au changement climatique.

- **Les données factuelles sont essentielles pour comprendre les impacts du changement climatique et pour développer à la fois des politiques efficaces et des campagnes de plaidoyer.**

Le réchauffement planétaire et le changement climatique sont à la source de la plupart des dites « *catastrophes naturelles* »¹. Les panélistes ont expliqué l'importance d'une information de qualité sur les effets, qui contribuerait alors à une meilleure planification et des réponses plus précises tout en améliorant la sensibilisation. [L'initiative régionale d'évaluation des effets du changement climatique sur les ressources en eau et la vulnérabilité socio-économique dans la région arabe](#) (Regional Initiative for the Assessment of Climate Change Impacts on Water Resources and Socio-Economic Vulnerability in the Arab Region, RICCAR) a été présentée au cours du webinaire. Il s'agit d'une initiative régionale destinée à évaluer les effets du changement climatique sur les ressources en eau potable dans la région arabe. Elle examine aussi les implications socio-économiques et la vulnérabilité environnementale selon les spécificités régionales.

- **Il est essentiel de comprendre le changement climatique et ses impacts pour sensibiliser, organiser et prévenir les interprétations erronées et les abus.**

Des informations de qualité et accessibles sont essentielles pour renforcer l'organisation et le plaidoyer des communautés auto-organisées sur la réduction des risques de catastrophe, le renforcement de la résilience et d'autres actions visant à lutter contre les effets du changement climatique, y compris la garantie des droits de l'homme et des protections, et la lutte contre les abus d'autres parties prenantes.

¹ *Les catastrophes ne sont pas naturelles, elles sont plutôt des conséquences des activités et politiques humaines.* Elizabeth Ibarra, Un dialogue féministe intersectionnel et un événement parallèle de l'ONG CSW66.

Triana K. Wardani a critiqué l'utilisation de programmes d'adaptation et d'atténuation qui attirent les investissements étrangers et la dette au profit d'une poignée de membres des classes dirigeantes. Elle a décrit comment le gouvernement indonésien a détourné des subventions destinées à réduire les énergies fossiles afin de fournir des subventions substantielles aux personnes aisées pour l'achat de voitures électriques.

- **Les gouvernements des pays du Sud, appauvris par le colonialisme et les rapports de force mondiaux actuels, subissent les conséquences négatives du changement climatique. Les pays du Nord, qui se sont enrichis grâce au colonialisme et au néocolonialisme, doivent impérativement supporter les coûts de la crise climatique.**

Alors que les populations du Sud sont les plus touchées par la crise environnementale, les pays les plus riches du monde sont responsables de 80 % des émissions de carbone, le principal facteur du changement climatique. Les pays les plus riches doivent assumer la majeure partie des coûts et des effets de la crise climatique.

En 2009, lors de la conférence sur le climat COP15 à Copenhague, les économies à haut revenu se sont engagées à mobiliser un total de 100 milliards de dollars par an pour financer des projets d'adaptation et d'atténuation d'ici 2020. En 2015, lorsque les pays ont signé l'Accord de Paris, ils se sont engagés à trouver un équilibre entre l'atténuation et l'adaptation, et ont proposé le principe de la responsabilité commune mais différenciée et des capacités respectives, ce qui, en réalité, a continué à saper le soutien financier aux nations appauvries touchées par le climat. Suite au travail de plaidoyer de nombreuses organisations de la société civile et à la demande expresse des petits États insulaires, la COP27 (2022) a accepté d'étendre le financement pour couvrir également les pertes et dommages. Il reste à voir comment le fonds fonctionnera réellement et si l'aide parviendra aux populations touchées.

Les panélistes ont souligné que dans certains cas, il existe des lois et des plans d'action, mais que leur mise en œuvre constitue un défi. Comme l'a mentionné Aydah Akao, les Îles Salomon disposent d'une loi spécifique sur la réduction des risques de catastrophes (DDR), mais le ministère compétent n'a pas la capacité (notamment en termes de ressources humaines) de la mettre en œuvre. Dans d'autres cas, il n'y a pas d'engagement visible et les réponses gouvernementales sont insuffisantes et inadéquates. Triana K. Wardani a déclaré que les projets d'adaptation et d'atténuation du réchauffement planétaire et du changement climatique mis en œuvre par le gouvernement indonésien ne tiennent pas compte de l'impact total des pertes et des dommages subis par la population indonésienne.

- **Les alliances sont essentielles pour résister à la crise climatique et en minimiser les effets**

Nous serons plus forts si nous agissons ensemble, a déclaré Editha Barrientos de Sandigan. Le webinaire constituait un espace de transmission de connaissances pour comprendre combien tout est lié et la nécessité de travailler ensemble. Le changement climatique est un problème mondial, et la réponse requiert une coopération mondiale et intersectorielle (droits des travailleurs et des migrants, féministes, militants écologistes, etc.). En Indonésie, SERUNI rassemble des femmes qui travaillent dans des plantations, en partenariat avec des jeunes, des agriculteurs et d'autres organisations. Ils travaillent ensemble pour sensibiliser l'opinion publique et revendiquer leurs droits. Comme elle l'a dit, *il est très important de renforcer les communautés par la base.*

Vers une plateforme de plaidoyer collectif : les attentes de politiques clés

Il a été demandé aux panélistes de s'appuyer sur leurs expériences et de mettre en avant certaines demandes politiques clés à inclure dans une plateforme de plaidoyer collectif.

Bien que les effets spécifiques au genre du changement climatique soient particuliers et dépendants du contexte, les panélistes ont partagé le fait que de nombreuses femmes devaient affronter des situations similaires dans des contextes très différents lorsqu'elles étaient confrontées à ces effets. Ces luttes communes et les demandes politiques qui en découlent sont utiles pour établir une collaboration, tout en appréciant les nuances locales. Les panélistes ont insisté :

- Les femmes et les communautés en général doivent être indemnisées pour les pertes subies lors de catastrophes liées au changement climatique.
- Les plans et les politiques d'adaptation doivent être mis en application dans divers secteurs et à différents échelons. Cela comprend notamment l'emploi et la formation professionnelle ainsi qu'un soutien financier direct aux personnes impactées afin de s'assurer que, si la migration peut être une option, elle ne soit pas la seule possibilité pour assurer leur sécurité et leur survie.
- Si la migration devient nécessaire, les politiques de soutien doivent garantir les droits des migrants en transit et dans les pays de destination, incluant la protection du patrimoine et des pratiques culturelles, et accordant une attention particulière aux besoins et aux droits des femmes.
- Les différents secteurs et groupes touchés par les politiques relatives aux déplacements et à la gestion de la crise climatique doivent être associés à leur conception et leur mise en œuvre – les femmes, bien sûr, mais aussi les travailleurs, les enfants et les personnes handicapées. Par exemple, ces politiques doivent comprendre des indicateurs de mesure de l'intégration des femmes dans des politiques sectorielles telles que la gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets. Une politique inclusive devrait permettre une mise en œuvre plus harmonieuse et plus efficace.
- L'élaboration des politiques relatives au climat doit s'appuyer sur des données scientifiques et inclure un cadre juridique fondé sur les droits et adapté au genre, particulièrement dans le secteur des services publics.

- Il est nécessaire de renforcer la collaboration et les partenariats avec les ONG locales et communautaires, notamment en ce qui concerne l'action en première ligne contre le changement climatique et les exigences de responsabilité des entreprises multinationales.
- Les gouvernements locaux devraient répertorier les organisations qui travaillent sur l'atténuation et l'adaptation au climat ; ils devraient les impliquer dans la conception et la mise en application des politiques.

Le WIMN apprécie la participation de tous à ce webinaire et est reconnaissant du soutien généreux et de la collaboration du Solidarity Center. Ce webinaire a été organisé dans le cadre de la démarche continue de WIMN pour mieux comprendre l'interconnexion entre la migration et le changement climatique d'un point de vue féministe, notamment l'identification des points de convergence ou de divergence entre les secteurs et les régions.

WIMN a pour objectif de créer une plateforme collective et féministe de plaidoyer pour la mobilité, issue de la base et pouvant être détenue par les membres et les alliés ; elle sera utilisée dans de multiples espaces politiques. Nous organiserons des espaces intersectoriels afin d'élargir nos discussions.